

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



CONSEIL
DE SÉCURITÉ

UN LIBRARY

Distr.
GÉNÉRALE

A/37/473

S/15421

23 septembre 1982

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-septième session

Point 34 de l'ordre du jour provisoire*

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-septième année

UN/SA COLLECTION

SEP 27 1982

Lettre datée du 20 septembre 1982, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Danemark auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration ci-jointe relative à la situation au Moyen-Orient, qui a été publiée par les Ministres des affaires étrangères des 10 Etats membres de la Communauté européenne à Bruxelles le 20 septembre 1982.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Danemark
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Wilh. ULRICHSEN

*A/37/150.

82-25198

/...

ANNEXE

Déclaration sur la situation au Moyen-Orient publiée par les Ministres des affaires étrangères des dix Etats membres de la Communauté européenne à Bruxelles le 20 septembre 1982

Les Dix expriment le choc et la répulsion profonds que leur inspire le massacre des civils palestiniens à Beyrouth. Ils condamnent vigoureusement cet acte criminel et lancent un appel pour que les mesures nécessaires soient prises en vue d'assurer la sécurité de la population civile. Ils saluent la résolution 521 du Conseil de sécurité des Nations Unies et sont disposés à apporter leur soutien, dans la limite de leurs possibilités, à des mesures complémentaires appropriées allant jusqu'au renforcement du groupe des observateurs de l'ONU à Beyrouth et au déploiement éventuel de forces de l'ONU ou de forces multinationales.

Ils déplorent vivement la violation du plan Habib et exigent le retrait immédiat des forces israéliennes de Beyrouth-Ouest. Ils sont convaincus que les intérêts du Liban et de la région nécessitent le retrait le plus tôt possible de toutes les forces étrangères à l'exception de celles autorisées par le Gouvernement du Liban dont l'autorité devrait être pleinement rétablie sur l'ensemble du territoire national.

Les Etats membres de la Communauté européenne restent profondément préoccupés au sujet de la situation dans l'ensemble du Liban. Ils condamnent fermement l'assassinat du président élu du Liban. Ils lancent un appel à toutes les parties afin que celles-ci fassent preuve de modération et qu'elles évitent de nouveaux actes de violence dans ce pays.

Les Dix réaffirment leur solidarité à l'égard de ce pays ami dont la population a si cruellement souffert et dont la stabilité fragile est gravement menacée. Ils sont sûrs que le peuple libanais sera en mesure d'élire un nouveau président conformément à la constitution du Liban et de susciter la réconciliation nationale. Ils renouvellent leur offre d'accorder une aide humanitaire et de contribuer à sa reconstruction.

Les tragiques événements intervenus au Liban ont encore une fois apporté la preuve que le Moyen-Orient ne pourra connaître une paix véritable et une stabilité durable que par un règlement global à conclure avec la participation de toutes les parties, ce qui signifie que l'OLP devra être associée aux négociations. Un tel règlement devrait reposer sur les principes de la sécurité pour tous les Etats de la région, y compris le droit d'Israël à exister, la justice pour tous les peuples, y compris le droit à l'autodétermination pour les Palestiniens avec tout ce que cela implique et la reconnaissance mutuelle par toutes les parties en cause.

Les Dix constatent que les principes mentionnés ci-dessus rencontrent une acceptation croissante.

Par conséquent, ils saluent la nouvelle initiative américaine contenue dans le discours qu'a prononcé le président Reagan le 1er septembre 1982. Les Dix estiment que celle-ci offre une occasion importante de réaliser des progrès pacifiques en ce qui concerne la question palestinienne et qu'elle constitue un pas vers la réconciliation des aspirations contradictoires des parties.

Les Dix lancent un appel à toutes les parties afin qu'elles saisissent cette occasion pour mettre en route un processus de rapprochement mutuel débouchant sur un règlement de paix global.

A cet égard, ils soulignent l'importance de la déclaration adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement arabes à Fez le 9 septembre, en laquelle ils voient une expression de la volonté unanime des participants, y compris l'OLP, d'oeuvrer en faveur de l'établissement d'une paix juste au Moyen-Orient qui englobe tous les Etats de la région, y compris Israël.

Ils lancent maintenant un appel à l'expression similaire d'une volonté de paix de la part d'Israël.

Ils estiment que la discussion sur le projet de résolution franco-égyptien au sein du Conseil de sécurité pourrait jouer un rôle utile dans l'établissement d'une base commune pour la solution des problèmes de la région.

Les Dix continuent à estimer qu'un élément fondamental pour progresser vers un règlement de paix global et négocié dans la région est la création d'un climat de confiance entre les parties. En conséquence, ils considèrent que la décision israélienne d'établir huit nouvelles implantations dans les territoires occupés constitue un obstacle grave aux efforts de paix de même qu'elle est illégale au regard du droit international.

Les Dix confirment qu'ils poursuivront activement leurs efforts pour promouvoir un règlement de paix global, juste et durable. Dans ce contexte, ils maintiendront et développeront leurs contacts avec toutes les parties.
